

## ADHÉSION DE L'ALGÉRIE À LA ZONE ARABE DE LIBRE-ÉCHANGE

## Djaâboub tente de rassurer les opérateurs

**L'annonce de l'adhésion de l'Algérie à la Zone arabe de libre-échange (ZALE) avait suscité beaucoup de craintes chez les opérateurs nationaux. Des appréhensions qui persistent en dépit des assurances du ministre du Commerce.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - El-Hachemi Djaâboub est revenu à la charge jeudi pour dire aux opérateurs économiques algériens que si cette adhésion ne pouvait être remise en cause, son département était prêt à apporter les éclaircissements nécessaires.

Selon des statistiques rendues publiques, les importations algériennes en provenance des pays arabes ont atteint 865 millions de dollars en 2007, alors que les exportations sont de l'ordre de 1,5 milliard de dollars. Pas de quoi inquiéter les opérateurs selon le ministère qui organise d'ailleurs jeudi prochain une rencontre avec le patronat afin de discuter des craintes des chefs d'entreprise algériens.

Sur les ondes de la Chaîne III, El-Hachemi Djaâboub a tenu à annoncer la couleur en déclarant qu'«en cas de concurrence déloyale, de dumping ou de menace sur une filière industrielle nationale, nous allons soit contingerer le produit importé dans le cadre de cette zone, soit différer son importation pour une, deux ou quatre années», indiquant qu'une liste négative à l'importation comprenant les produits dont l'importation est interdite dans cette zone avait déjà été réalisée en 2004 et qu'elle sera actualisée en associant les opérateurs économiques nationaux».

En d'autres termes, le ministre demande aux opérateurs algériens d'apprécier d'abord les effets de

cette adhésion avant de juger, expliquant que régulièrement, son département sondera le marché pour voir quelle filière serait menacée par l'invasion des produits venant des pays arabes membres de la ZALE. Interrogé sur la question du certificat d'origine, le ministre a répondu que la problématique ne concerne pas seulement les pays arabes mais qu'elle peut également se poser pour les produits venant des pays de l'Union européenne. En dépit de toutes les assu-



«La zone arabe, un marché potentiel pour l'Algérie.»

rances données par le département du commerce, le Forum des chefs d'entreprises avait demandé que cette adhésion soit différée. Une option qui ne figure

## TAYEB LOUH À BOUIRA :

## «Une caisse nationale de recouvrement pour combattre le travail au noir»

**En visite d'inspection dans la wilaya de Bouira, ce jeudi, le ministre du Travail de l'Emploi et de la Sécurité sociale a révélé que dans le cadre des réformes engagées par son département depuis quatre ans, une caisse nationale de recouvrement est créée et que celle-ci devra normalement être opérationnelle à partir du deuxième semestre de l'année en cours.**

M. Tayeb Louh qui répondait à une question du *Soir d'Algérie*, relative au travail au noir en Algérie, a indiqué dans ce sens, que le but de cette caisse de recouvrement, qui sera indépendante, est de multiplier les contrôles au niveau des entreprises afin de réduire au maximum cette pratique du travail au noir ou de travailleurs non déclarés.

Cependant, avant son lancement et pour plus d'efficacité, le ministre a indiqué qu'une réunion regroupant son département et l'ensemble des partenaires

sociaux sera organisée dans les prochaines semaines. Pour rappel, les réformes engagées par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale s'articulent autour de la carte à puce Chifa, qui comprendra entre autres le conventionnement du médecin traitant, le conventionnement des officines privées et le système du tiers payant, la contractualisation des hôpitaux publics et privés, la réforme des instruments de recouvrement et de contrôle, la modernisation et l'amélioration de la gestion des orga-

nismes de sécurité sociale, le fonds de réserve de retraite et le contrôle. Ainsi, au sujet de la généralisation de la carte à puce Chifa, le ministre a indiqué que cette opération est déjà engagée à travers plusieurs wilayas du pays et que celle-ci devra se poursuivre pour toucher la wilaya de Bouira mais également se généraliser à l'ensemble du territoire national avant 2010.

En outre, M. Tayeb Louh a indiqué que dans le cadre du conventionnement des médecins traitants, une opération pilote sera engagée incessamment au niveau de la wilaya de Annaba, c'est-à-dire là où la carte à puce Chifa est déjà opérationnelle, et concernera dans un premier temps les retraités. Par ailleurs, au sujet des médicaments génériques, le ministre est là aussi revenu

sur ce qu'il avait déjà déclaré à travers plusieurs forums et autres rencontres, à savoir que l'Algérie ne sera jamais la chasse gardée de quelque laboratoire que ce soit et qu'elle œuvrera, à l'instar des autres pays, à encourager l'installation des entreprises pharmaceutiques en Algérie pour la fabrication des médicaments génériques. Ces derniers, qui seront de moindre coût et dont le prix de référence sera fixé par l'Etat, permettront de réduire la facture sociale déjà assez lourde à supporter mais aussi la création d'emplois.

Parlant d'emploi, le ministre a fourni des explications concernant le dernier dispositif d'emploi engagé par l'Etat, le DAIP ou dispositif d'aide à l'insertion professionnelle, confié à la DEJ en collaboration avec l'Alem.

pas dans l'agenda du ministre qui assure qu'il s'agit d'«un accord politique stratégique qui devrait permettre à l'Algérie de diversifier ses fournisseurs et aux opérateurs économiques d'augmenter leurs exportations vers les pays arabes. La zone arabe représente un marché potentiel pour l'Algérie puisque, à l'exception de six pays (Tunisie, Maroc, Egypte, Arabie Saoudite, Syrie et Emirat arabes unis) qui sont des pays producteurs et exportateurs, tout le reste, soit une quinzaine de pays arabes, sont des importateurs qui peuvent être intéressés par les produits algériens».

N. I.

Photo: Samir Sid

## AÏN DEFLA

## L'UNPEF dénonce et... menace

L'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation a, à l'issue d'une récente réunion de son bureau de wilaya, énuméré les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs du secteur de l'éducation dans la wilaya de Aïn-Defla, «problèmes conséquents au blocage de l'action syndicale». Il s'agit du «manque de prise en charge de la situation difficile dans laquelle se débattent les personnels de l'éducation et de la formation, de la lenteur dans le traitement des dossiers des enseignants par les différents services de la Direction de l'éducation, des retards répétés dans le virement des salaires, du paiement des primes de rendement et de scolarité de leurs enfants en souffrance depuis août 2008, des mouvements des personnels, des promotions sans consultation des commissions paritaires, des conditions dans lesquelles se déroule la réception du personnel, de l'arrêt du mouvement du personnel toutes catégories confondues, des mutations administratives, de la non-application du décret 315/08, de l'absence d'élaboration de cartes scolaires bien étudiées induisant tout un jeu dans les affectations et surtout la désorganisation dans la gestion des postes en surnombre et, enfin, du non-respect de l'agenda des réunions prévues avec les partenaires sociaux». C'est ce qui ressort du communiqué de cette formation syndicale qui demande, avec insistance à qui de droit, d'intervenir pour que soit mis fin à ce «jeu irresponsable» et informe que si rien n'est fait dans les meilleurs délais, des actions de protestation seront menées.

Karim O.

## POUR LUTTER CONTRE «LA RÉGRESSION DES LIBERTÉS SYNDICALES»

## Le Conseil national des enseignants du supérieur appelle à la réunification des rangs

**La coordination nationale du Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes) a appelé ce jeudi à une réunification des rangs au sein de tout le mouvement syndical en Algérie. Dans une déclaration rendue publique, les syndicalistes du Cnes alertent contre «la régression en matière de respect du libre exercice de l'activité syndicale».**

**Lyès Menacer - Alger (Le Soir)** - Le Cnes dénonce aussi «l'ingérence de l'administration dans l'activité interne des organisations syndicales, ou encore plus grave, l'instrumentalisation de l'appareil judiciaire pour remettre en cause ce droit».

A cet effet, la coordination du Cnes a lancé un appel à l'intersyndicale de la Fonction publique pour «une réunion urgente» afin de «décider des actions à mener pour défendre le droit syndical et pour prendre en charge de façon permanente la défense des libertés

syndicales». Dans le même document, la coordination du Cnes demande à toutes ses sections régionales d'adopter la même initiative.

L'exigence d'une «prise de position collective et unitaire» a été considérée par les rédacteurs du document comme le seul moyen de faire face à ce harcèlement dont sont victimes les organisations syndicales autonomes.

Le Cnes ne manque pas ainsi de dénoncer «l'attitude du recteur de l'USTO qui espère neutraliser la section Cnes en actionnant la justice alors que le Conseil d'Etat s'est déjà prononcé incompetent (...)».

La situation dramatique que vit l'université algérienne ces dernières années a été aussi inscrite à l'ordre du jour de la rencontre de «réunification des rangs du syndicat».

A ce propos, «la coordination ne peut que se révolter contre la perte totale de l'éthique au sein de l'université algérienne», lit-on dans la déclaration. Les syndicalistes se sont soule-

vés contre la multiplication des cas de «falsification des notes, l'absence et la disparition des jurys, la prépondérance de l'administratif sur la pédagogie, le recrutement contraire à la réglementation, concours non conformes à la réglementation, etc.».

De nombreux scandales ont d'ailleurs été relayés dans les colonnes de la presse nationale au sujet de protestations, conduites parfois par des étudiants, lors de l'organisation de certains concours d'accès à la postgraduation dans de nombreuses universités à l'échelle nationale.

Des enquêtes ont été ainsi ouvertes par le département de l'enseignement supérieur.

L'attitude du ministère de tutelle, qui «a refusé de mener une enquête impartiale et transparente sur des cas de fraude lors de concours de magister», au niveau de l'université de Blida, a été aussi dénoncée.

L. M.